

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MERCREDI

12

NOVEMBRE

1975

N° 32

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

editorial

le vote à l'ONU

oui le sionisme est une sorte de racisme

Par 72 voix contre 35, l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies vient d'adopter une motion affirmant que «le sionisme est une forme de racisme». Le sionisme est l'idéologie qui affirme que le «peuple juif» a droit à une patrie, qui est la Palestine. Il est le fondement de l'actuel État d'Israël, qui occupe depuis 1948 cette terre.

Cette motion surprendra encore bien des gens, sincèrement persuadés qu'Israël n'est rien d'autre que le refuge des juifs du monde entier, persécutés par l'anti-sémitisme. Incontestablement, jamais le sionisme n'aurait existé avec succès sans ces persécutions.

Et pourtant... Comment appeler autrement que raciste une idéologie qui prétend fonder un État sur la religion de ses habitants ? Un État créé en chassant de leurs terres les habitants millénaires du pays, les Arabes palestiniens, musulmans et chrétiens, qui y vivaient en bonne entente avec les juifs autochtones ? Destructions des maisons et des cultures, massacres massifs comme celui de Deir Yassine, qui a inauguré la création de l'État sioniste, tortures, camps de concentration, déportation massive de la population : voilà les pratiques qui sont le lot quotidien des Arabes palestiniens du fait d'Israël. Ces persécutions anti-arabes systématiques sont-elles autre chose que du racisme ?

Sionisme et anti-sémitisme, au demeurant, s'épaulent mutuellement : en désignant la Palestine comme patrie des juifs de tous les pays du monde, le sionisme s'oppose à leur participation juste, sans discrimination, sur une base de pleine égalité, à la vie de leurs pays respectifs. Le racisme sioniste est, en fin de compte, dirigé aussi contre les juifs eux-mêmes.

L'Organisation de Libération de la Palestine, de son côté, a toujours indiqué dans son programme qu'elle lutte pour l'instauration d'une Palestine démocratique, laïque, où juifs, musulmans et chrétiens pourraient vivre en paix côte à côte, où l'on ne demanderait pas à quelqu'un la religion de sa mère pour décider s'il a le droit à être citoyen. Ces Arabes sont cruellement opprimés par des gens qui se trouvent être des juifs. Est-il meilleure preuve du caractère juste de leur combat que la distinction qu'ils opèrent toujours soigneusement entre le judaïsme, une religion parmi d'autres, et le sionisme, qui les a chassés de leur patrie ?

Les Nations Unies ont raison : le racisme est, en Palestine, du côté du sionisme.

**LA COMMÉMORATION
DU 11 NOVEMBRE**

*l'opération de Giscard pour
gommer la Résistance anti-
nazi de 45 : un échec*

après le rapport du service des mines

les mineurs de lievin accusent

*voir page 6 notre reportage et
l'interview du juge Pascal*

Après la publication du rapport du Service des Mines sur la catastrophe qui, le 27 décembre dernier, coûta la vie à 42 mineurs, nous sommes allés recueillir les réactions qu'elle suscite dans les fosses et dans les corons de Lens-Liévin. Elles sont réunies sous le titre «Les mineurs accusent». Une analyse du rapport montre, par ailleurs, que ses conclusions sont en totale contradiction avec les accusations lancées par les mineurs de la Commission Populaire d'Enquête de Liévin. Enfin, nous avons demandé l'avis du Juge Pascal sur ce rapport et sur les suites de l'enquête officielle.

guerre civile en Angola

voir nos informations page 7

L'URSS ET LES USA CONTRE L'INDEPENDANCE



*L'exploitation dans
les plantations
coloniales*

incendie d'une courée à Lille : 3 morts

L'INSALUBRITE EN CAUSE

Trois morts, trois blessés, c'est le tragique bilan de l'incendie qui a détruit lundi matin à Hellemes près de Lille une maison où habitaient un couple ouvrier et ses quatre enfants. C'est peu avant 22h, dimanche que le feu a pris. Toute la famille dormait, Mr Pruvost, 38 ans, OS à Peugeot, étant en congé de maladie. «Ils avaient trois pièces dans cette maison : cinq dormaient en haut dans la même chambre, la plus petite, en bas, pour avoir chaud».

L'intervention rapide des voisins permit de sauver la mère et deux de ses enfants, mais rien ne put être

fait pour Charles Pruvost et les deux autres enfants âgés de 5 ans et de 2 mois. Nous avons discuté avec le cafetier du coin et les voisins de Mr Pruvost, la tristesse et la révolte se lisent sur leur visage. Qui habite dans cette courée ? «Il y a beaucoup de familles avec des gosses, jamais les réparations ne sont faites ; le propriétaire, Jacques Barbieux, est archi-millionnaire».

Comment l'incendie s'est-il passé ? «Probablement dans une pièce et c'est la cage d'escalier qui a pris feu, c'est incroyable comme ça a été vite, beaucoup de meubles en

plastique comme il font maintenant, c'est ça qui a dégagé beaucoup de fumée». Les gens, qui habitent ici, cherchent d'autres logements, mais les HLM c'est de 500 à 600 F, ici c'est 160 F. Un ouvrier qui travaille chez Peugeot gagne 1500 F par mois, il ne peut pas mettre 600 F dans un HLM ! Naturellement, tout le monde cherche un nouveau logis, quelque chose de convenable. «Les loyers en HLM, c'est cher, c'est ça qui nous freine ici, il n'y a pas l'eau, le propriétaire nous le promet depuis le mois d'août,

suite page 4

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

LES FEMMES DANS LA LUTTE

«Depuis le début mon mari est dans la lutte, je le soutiens. Les problèmes financiers commencent à se faire sentir puisqu'il n'y a plus qu'un seul salaire à la maison. Sur cette question, pourquoi n'y a-t-il rien d'organisé ? De toutes façons, on aura certainement à en souffrir, mais on ira jusqu'au bout, on ne va pas s'arrêter maintenant. On se rend compte que la direction d'Air France ne va pas céder facilement. Cela pose la question de la liaison entre les différents aéroports Roissy, Orly... J'achète le Quotidien du Peuple pour savoir ce que vous dites de la grève tous les jours»

La femme d'un travailleur d'Air France

«LA PEUR DE LA BOURGEOISIE DE NOUS VOIR PARLER...»

«Pour avoir pris la défense de deux travailleurs immigrés lors d'un contrôle dans le métro, j'ai été emmené au commissariat. Deux femmes sont intervenues en disant «qu'elles étaient pour la gratuité des transports et que c'était invraisemblable d'exiger encore 90 centimes à un million de chômeurs lorsqu'ils prennent le métro pour aller chercher du travail». Un ouvrier a demandé au flic s'il osait nier cela, un autre a fait remarquer «qu'il n'y avait bien que la police qui embau-

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml))
Adresse postale
BP 225 75 924
Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication :
Y. CHEVET
imprimé par L.M.F.
Diffusé par les NMPP

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 PARIS
de 8h30 à 13h.

«... Pendant ce temps, les camarades immigrés ont pu partir... Les deux femmes, dont une au chômage, ont décidé de venir avec moi au commissariat pour témoigner... Quinze jours après, voilà que je reçois de la RATP une lettre m'enjoignant de payer 80 F «pour avoir entravé la circulation, et troublé le confort des voyageurs» ! Aussi, je compte sur vous, camarades, pour faire connaître ce petit fait divers révélateur de la peur de la bourgeoisie de nous voir parler, nous exprimer».

P. B. Paris,
employé de bureau

«GRÂCE AU QUOTIDIEN, NOUS SOMMES ALLÉS LES VOIR»

«De jour en jour, le Quotidien est encore plus intéressant et surtout pour les luttes ouvrières. En effet, la jeunesse scolarisée ressent tout à fait la nécessité de connaître, de soutenir les luttes ouvrières dans la France entière. Le Quotidien est non seulement un moyen d'information, mais aussi un moyen d'action : grâce au Quotidien, j'ai découvert une petite entreprise dans notre région qui était en grève (Lafale au Plessis) et tout de suite, nous sommes allés discuter avec les ouvrières et nous avons fait un article pour notre journal du cercle de l'UCJR de Chate- nay».

B. S. de Chatenay

LETTRÉ D'UN MILITANT CFDT DU COMMERCE

Je tiens d'abord à vous apporter tout mon soutien pour le Quotidien du Peuple que je trouve de mieux en mieux.

Sur la rubrique «Les travailleurs et la crise», je trouve que cela permet, par le contenu, les réflexions, de pouvoir apporter aux camarades de travail une idée nouvelle et plus véritable de ce phénomène qui se passe en France, «la Crise».

Sur ces articles, des discussions se sont engagées dans l'entreprise sur les responsables de la crise, et surtout, sur qui ils ont essayé de la faire passer. Un petit groupe de travailleurs s'est réuni pour en discuter. Ce qui apparaît aujourd'hui, c'est que la forme prise par la restructuration du système économique actuel, entraîne un processus de déblocage des stocks (surproduction) au détriment des travailleurs. Les patrons l'ont décidé : «Nos bénéficiaires doivent rester, il ne reste plus qu'à réduire le reste (salaires, niveau de vie, etc.), donc faire payer la note aux travailleurs».

Ce qui est important dans le style des articles du Quotidien du Peuple, c'est que, par l'intermédiaire des réflexions et constatations de différents groupes d'ouvriers, une ligne en ressort ; non une ligne style P.C.F. qui en gros dit «Ne bougeons pas trop actuellement, la crise est là», mais une ligne qui prouve par des exemples de luttes ouvrières, que la solution c'est le combat.

Le contenu des articles prouve encore une fois que le Quotidien du Peuple répond bien à la demande du peuple et s'adresse bien à lui.

POUR UNE PARUTION 6 JOURS SUR 7 POUR UN 12 PAGES QUOTIDIEN RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS TOUT DE SUITE

POUR LES 12 PAGES, DES LECTEURS NOUS ECRIVENT :

de PARIS :

«Sur la première page des titres plus gros, manque de photos, éviter des articles complets, il faut laisser le lecteur sur sa faim, qu'il ait envie de se reporter à la suite à l'intérieur. C'est peut-être dû à un manque de place ? Alors il faut passer au douze pages. Ci-joint, une contribution pour le douze pages»

d'ALENÇON :

«La page sur l'histoire du mouvement ouvrier est particulièrement appréciée. Quand nous aurons le douze pages, il sera intéressant de commencer une rubrique sur l'histoire de notre peuple, parce qu'actuellement la seule source c'est la bourgeoisie, elle ne montre que les «héros», les grands hommes et jamais le peuple».

je souscris

10 F 50 F 100 F _____ F

Nom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

feuilleton

Norbert et sa famille sont installés au Paraguay. Profitant du fait qu'ils sont tombés malades, un français vient leur proposer de reprendre en main leur terre.

Quinze jours après, il revint à la maison ; mais ses allures avaient complètement changé. «Père Truquin, me dit-il le soir après souper, laissez-vous faire ; je gouvernerai ici et rien ne vous manquera.»

J'e gardai le silence, mais il ne m'aurait pas fait autant de mal en me donnant un coup de poignard. Je passai une nuit affreuse ; je me perdais en suppositions. Revenir sur nos pas était chose impossible ; nous étions dévorés par les fièvres et nous n'avions pas d'argent. Pour nous en retourner, il nous aurait fallu traverser les lagunes de Liberia qui s'étendent sur plus de soixante kilomètres, et les guides indispensables pour passer ces marais se paient fort cher ; nous possédions bien encore nos deux voitures et nos bœufs, mais leur valeur n'eût pas suffi à désintéresser notre bienfaiteur.

mémoires et aventures d'un prolétaire

de Norbert Truquin

Assurément, si j'avais été seul j'aurais répondu non ; mais nous étions quatre ; j'assurai la responsabilité pour tous, et j'étais forcé de me taire pour ne pas sacrifier ma famille.

Notre homme ne se découragea pas ; il revint au bout d'une quinzaine. Je me sentais plus fort et nous fîmes un tour sur la plantation. Il parlait en maître ; projetait de bâtir une maison au milieu de nos travaux et dressait déjà ses plans. J'avais pris la résolution de me contenir, mais cette contrainte me mettait au supplice. Il se flattait de nous faire marcher ; nous étions devenus les esclaves de cet homme pour les 700 francs d'avances qu'il nous avait faites.

Dans ces pays, la justice ne badine pas avec les débiteurs. Le créancier fait assigner son débiteur à la justice de Paix. Si ce dernier ne peut pas payer, là, on procède immédiatement à la saisie

Enfin, après trois mois de maladie, nous reprîmes un peu de santé et nous nous remîmes au travail comme de plus belle. Nous plantâmes un peu de canne à sucre et des melons d'eau. Nous en vendîmes pour quatre cents francs qui nous servirent à acheter des vêtements et de la nourriture ; ainsi qu'un peu de mélasse dont nous fîmes du tafia.

Pour bâtir une maison et des hangars, nous avions besoin de grandes pièces de charpente qu'il fallait souvent aller chercher très loin dans la forêt. C'est un travail que seuls peuvent exécuter les fils du pays ou les Brésiliens qui sont de très habiles bûcherons.

Pour sortir ces bois de la forêt, on est obligé de percer des chemins, rouvrir les anciens qui sont bouchés, jeter des ponts sur les ruisseaux larges. Il faut une grande habitude pour diriger un chariot traîné par un attelage de plusieurs paires de bœufs, à travers ces chemins sinueux encombrés de troncs d'arbres.

programme télévision

MERCREDI 12 NOVEMBRE

TF 1
18 h 45 - POUR LES PETITS
18 h 55 - POUR LES JEUNES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LE RENARD ET L'ANNEAU D'OR - feuilleton
20 h 30 - LE PETIT THÉÂTRE DE TRISTAN BERNARD
22 h 00 - PIER PAOLO PASOLINI

A 2
18 h 40 - LE PALMARÈS DES

ENFANTS
DES CHIFFRES ET DES Lettres
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 20 - MANNIX
21 h 30 - C'EST A DIRE

FR 3
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 00 - TRIBUNE LIBRE
20 h 00 - EMISSIONS RÉGIONALES
20 h 30 - LES GRANDS NOMS DE L'HISTOIRE DU CINÉMA «SUEZ»

jeudi 13 novembre : grève du personnel de la radio et de la télévision

Pour la journée du 13 novembre, un mot d'ordre de grève illimitée est lancé par les syndicats dans lesquels sont organisés les travailleurs de Radio-France, le SNRT (CGT), le SURT (CFDT) ; la section du syndicat des journalistes (SNJ), pour sa part, s'associe au mouvement pour la journée de jeudi. Un programme minimum, sera diffusé pour la journée, sur les trois chaînes. La principale revendica-

tion que pose le personnel de Radio-France porte sur le mode de répartition salariale. En effet, le système en vigueur pose sur le principe du salaire «personnalisé». La direction l'utilise comme une arme de division, récompensant ceux qu'elle juge les plus «rentables» ! Que les trois chaînes fassent un mouvement commun est une riposte à cette politique.

QUELLE CRISE ?

Des centaines de travailleurs interrogés dans toute la France ont développé avec les reporters du Quotidien du Peuple la manière dont ils vivaient la crise, les questions et les appréciations que cette crise suscitait dans leur usine, dans leur quartier... Nous appuyant sur les acquis de ce débat, nous commençons à préciser (aujourd'hui et demain) la réponse à la question : «quelle crise vivons nous aujourd'hui?».

La nature de la crise que nous vivons, c'est une question décisive, parce que c'est bien de sa réponse que découlent les solutions face à la crise, la meilleure manière pour les travailleurs d'y faire face.

Le gouvernement, les partis bourgeois actuellement au pouvoir, nous présentent les choses d'une manière très simple : l'essentiel des difficultés rencontrées aujourd'hui seraient des difficultés économiques, difficultés qui seraient importées en France par les pays étrangers, le Tiers Monde, les autres pays capitalistes. Il suffirait donc d'une bonne politique économique pour limiter les effets de la crise : c'est ainsi que depuis 18 mois, on voit Giscard-Fourcade alterner plan inflation, plan de relance, accompagnant invariablement ces plans de menaces contre les travailleurs qui compromettraient, par leurs luttes, le rétablissement de l'économie.

L'intérêt que retire la bourgeoisie d'une telle représentation de la crise est évident : elle lui permet d'alimenter sans interruption le chantage à la crise.

Evidemment, un tel point de vue ne saurait être celui des travailleurs.

Non seulement parce que, et c'est là un point de vue qui prend de plus en plus de force malgré le chantage à la crise, ce n'est pas à la classe ouvrière de faire les frais des difficultés rencontrées par la bourgeoisie, mais aussi parce que les travailleurs ressentent qu'il s'agit d'une crise bien plus grave, bien plus profonde qu'une simple crise économique. Comme l'affirmaient les travailleurs d'Orly-Nord en grève : «c'est plutôt une crise de société... Dans le fond, c'est une crise engendrée

par le système, c'est significatif d'une société qui est foutue».

Tout atteste, en effet, aujourd'hui que les difficultés de la bourgeoisie ne sont pas réductibles à des difficultés économiques, et que la crise dans son fonds affecte aujourd'hui les moyens même par lesquels la bourgeoisie maintient sa domination. Ses difficultés à forger un projet politique capable de duper les travailleurs prennent de plus en plus d'ampleur.

le néo-libéralisme : un échec

Comment ne pas voir dans la débauche de réformes annoncées et mises en œuvre par Giscard depuis 18 mois, la tentative de fournir des réponses à des questions de plus en plus pressantes avancées par les masses.

Le droit de vote à 18 ans, la réforme de l'avortement, c'est la réponse bien mièvre d'un gouvernement désarmé devant les exigences croissantes des jeunes, des femmes de notre pays à une autre vie, à une autre société.

La croissance modérée, la société économe, c'est certes le déguisement bien malhabile d'une politique de restriction de la consommation des masses, mais c'est aussi la reconnaissance de la faillite, dans l'esprit des travailleurs, de cette fause «société de consommation» qu'on nous faisait convoiter depuis 20 ans.

Comment ne pas saisir dans les secousses qui agitent ces deux piliers de l'appareil d'État que sont l'armée et la justice, des difficultés nouvelles et très inhabituelles pour la bourgeoisie.

Toute la démagogie d'un Bi-gard, et les maigres améliorations apportées à la condition du soldat n'ont pas empêché le développement du mouvement des appelés : la lutte pour la conquête des libertés démocratiques à l'armée continue à prendre de l'ampleur et débouchera inévitablement sur la remise en cause du rôle dévolu par la bourgeoisie à son armée dans les affrontements avec le prolétariat. De même les difficultés de Lecanuet avec des juges d'instruction, qui en viennent à inculper des patrons coupables de crimes contre les travailleurs, est révélatrice de l'influence que peuvent avoir aujourd'hui les travailleurs et leurs luttes contre les accidents du travail dans la détermination de l'attitude de certains juges : le caractère de classe de la justice ressort ainsi de plus en plus clairement.

Ainsi, 18 mois après son arrivée au pouvoir, le bilan de Giscard d'Estaing est éloquent : les cartouches de son libéralisme ont fait long feu ; quant à la confiance manifestée pour son plan de relance, notre débat avec les travailleurs est éloquent là-dessus : «Les gars savent bien que le plan de relance, cela ne les concerne pas, que pour eux c'est le plan de relance du chômage», a-t-on entendu à la Saviem, tandis qu'à Usinor les travailleurs affirmaient : «Au début, quand l'État a injecté les 30 milliards, des bonhommes y croyaient fermement, maintenant, c'est fini ! Ils ne croient plus qu'on va pouvoir relancer l'économie».

Loin d'être arrivée à résorber les contradictions avec les masses, telles qu'elles existaient au moment des présidentielles, la politique giscardienne impuissante, n'a pu que constater leurs aggravations : aux côtés de la classe ouvrière, d'autres couches ont manifesté clairement, au-delà de simples revendications, leurs aspirations à autre chose. Ce sont les petits pâyans qui, dans leur mouvement de l'été 74, dans certaines grê-

les travailleurs et la crise



ves ouvrières, affirmaient leur volonté d'unité avec la classe ouvrière en allant vendre leurs produits au prix coûtant aux grévistes. Ce sont les postiers, les employés qui dans leurs luttes font sauter la barrière que la bourgeoisie depuis longtemps avait dressée entre eux et la classe ouvrière...

un aveu de faiblesse

La bourgeoisie en est tellement consciente, qu'en même temps qu'elle développe le volet du libéralisme, sa politique comporte un volet répressif qui prend de plus en plus d'extension. PTT, Usinor, Chausson, Air France, c'est désormais régulier, toutes les grandes luttes ont dû affronter les CRS et les gardes mobiles de Poniatowski. Au fur et à mesure que les travailleurs y voient clair, rejettent le chantage à la crise, et le miroir aux alouettes des réformettes de Giscard, la bourgeoisie n'a d'autres ressources que de recourir à ses forces de police, rendant du coup encore moins crédible, si c'est possible, son projet de société dite libérale. Des campagnes sans précédent à coup de sondages truqués, de faits divers montés en épingle, visent à présenter le renforcement policier comme voulu par la population pour faire face à la délinquance des jeunes. Quand on voit contre qui massivement est utilisée la police aujourd'hui, on

est vite éclairé sur l'objectif du renforcement policier mis en œuvre par Poniatowski. Mais comme nous le disaient les grévistes d'Air France après avoir affronté la police : «La répression cela veut dire que la direction s'est démasquée, cela prouve leur faiblesse, la force sur le plan des idées, ils ne l'ont plus !».

Effectivement le renforcement policier spectaculaire auquel on assiste, le déchainement des campagnes réactionnaires glorifiant la police. Tout cela c'est une preuve de faiblesse de la bourgeoisie qui se trouve sans réponse devant le développement de la révolte ouvrière, devant les aspirations à une autre société, devant la perspective d'un mouvement d'ensemble de grande ampleur qui mûrit aujourd'hui chez les travailleurs et qui ne se cantonnerait pas à un seul mouvement revendicatif, mais serait porteur de toutes les aspirations à une autre société, manifestées par les masses.

C'est ce qui nous fonde aujourd'hui à affirmer que la crise est dans son fonds une crise politique, qui affecte directement les rapports de domination de la bourgeoisie avec les masses qu'elle exploite.

Nous examinerons demain en quoi : «la désunion de la gauche» participe directement de cette crise politique.

15-16 NOVEMBRE JOURNÉES DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE



à l'action

MARSEILLE POUR L'UNITÉ OUVRIERS-PAYSANS

Le Comité de lutte contre le chômage des quartiers nord de Marseille a organisé une vente directe de fruits et de légumes dans la cité ouvrière de la Savine, samedi 8 novembre. Les tentatives d'intimidation et les pressions du gérant du supermarché de la cité flanqué de 4 gardiens de la Logirem ont soulevé la colère des locataires. «C'est une propriété privée, vous n'avez pas le droit de vendre vos produits» a prétexté le gérant. «Comment, nous payons des loyers assez chers et nous n'avons pas le droit d'acheter des produits à bas prix !» a répondu une jeune locataire. Contraint par la présence des locataires, le gérant s'est vu obligé d'ajouter «je ne suis pas contre ce que vous faites». Une dame âgée, apprenant les intentions du gérant s'est exclamée : «Oh le salaud ! il ne s'en met pas assez dans la poche, ce profiteur !». La vente prévue dans la cité, s'est tenue à l'entrée de celle-ci, ce qui n'a pas découragé les locataires.

Les choux-fleurs à 1 F la pièce et les plateaux de 7 kg de raisin à 12 F ont été très vite vendus, comme les caisses de 14 de pommes à 10 F, les navets à 1,50 le kg et les courges à 0,50 F le kg. Cette intervention a suscité de très nombreuses questions et les explications de chaque camarade. Ce jeune chômeur, ce travailleur d'Alstom ou de Sud-Marine ont montré la volonté de la classe ouvrière de connaître les problèmes des petits paysans obligés de détruire leur production. «Nous comprenons très bien ce que vous voulez faire, vous voulez montrer que les problèmes des petits paysans et des ouvriers sont les mêmes, c'est ça qu'il faut faire», nous dit un couple de retraités. Autant de soutien encourageant comme ce groupe de jeunes qui a décidé d'organiser une journée à la campagne, le mardi 11 novembre, pour aller ramasser les pommes restées sur les arbres et pour discuter avec les paysans. L'initiative d'organiser une prochaine vente directe avec des viticulteurs de l'Hérault et des paysans du Vaucluse, suivie d'un forum-débat a trouvé un large écho.

Plusieurs contacts ont été pris pour renforcer le Comité de lutte contre le chômage, dans cette cité où 80 familles sur 1100 ont été saisies le mois dernier.

LYON

GRÈVE DES EMPLOYÉS DE L'ANPE SOLIDARITÉ AVEC LES CHÔMEURS

Mardi matin 8 H, devant l'ANPE, rue Boileau, déjà une cinquantaine de chômeurs attendent l'ouverture à 8 H 30 mais aujourd'hui pas de pointage : c'est la journée nationale de grève du personnel de l'ANPE.

Des panneaux sont accrochés à la porte de l'agence pour expliquer aux chômeurs les conditions de travail et les revendications du personnel, un tract de popularisation est distribué. Pourquoi la grève ? Un agent de l'ANPE explique au micro le manque de personnel qui est une des causes des attentes interminables imposées aux chômeurs mais surtout il dénonce la «circulaire Métals» que vient de lancer le ministère du travail. Il s'agit d'un «contrôle des demandeurs d'emploi non allocataires» c'est-à-dire des jeunes à la recherche d'un premier emploi ou des chômeurs qui n'ont pas encore touché d'allocations (environ 500 000 chômeurs). En fait de contrôle, c'est une véritable procédure de radiation de centaines de milliers de chômeurs que la direction de l'ANPE veut imposer aux chômeurs et au personnel.

Deux questionnaires sont envoyés aux chômeurs non allocataires s'ils ne répondent pas dans les 10 jours, ils sont radiés des listes même s'ils pointent régulièrement.

Cette manœuvre montre bien la vraie nature de l'ANPE : non pour résoudre les problèmes des chômeurs et leur proposer un emploi mais plutôt pour camoufler le chômage réel (un million et demi de chômeurs) pour contenir la colère populaire.

La conversation s'engage avec les chômeurs, en général ils pointent depuis 2 ou 3 mois sans aucune proposition d'emploi et n'ont encore rien touché.

Le «comité de lutte pour l'emploi, contre le chômage et la vie chère» du 3ème et 6ème interviennent ensuite par tract et prise de parole pour soutenir la grève du personnel de l'ANPE et appeler à riposter collectivement à la nouvelle politique de radiation, au retard de paiement des allocations; pour imposer le paiement des 90% pour tous les chômeurs.

politique

VOCATION OU PAS...

Le PCF, par la bouche d'Etienne Fajon se plaint, gémit : « nous ne voulons pas être un parti bon pour être les autres et que les autres ne veulent pas être. Nous n'avons pas une vocation de cocus ».

En 1972, quand le PCF alla chercher les débris de la social démocratie pour leur faire signer un programme commun de gouvernement, il pensait pouvoir utiliser une force d'appoint pour faire triompher par les élections son projet politique.

Pour cela, il devait contribuer à réanimer, à rénover le courant «socialiste». La réanimation a brillamment réussi !

Trop, puisqu'aujourd'hui, c'est le PS qui est devenu le maître de l'union de la gauche. Le PCF est réduit à une force d'appoint électoral utile, en tant que tel, pour le PS.

C'est bien une des graves difficultés que le PCF aura à résoudre à son prochain congrès : comment faire triompher son projet de capitalisme d'état alors même qu'il est réduit à la 2^e place dans l'union de la gauche ?

25 SBIRES DE DUPUY DE MERY « OCCUPENT » L'ORTF

On sait que Mr Bourges a refusé d'aller au dossier de l'écran pour débattre de la condition des appelés et de la répression contre les soldats particulièrement lors de l'affaire de Besançon mais il n'a hésité à y laisser aller le sergent Dupuy de Mery, connu pour son contre appel des cent, et ses activités fascistes contre le mouvement des appelés. A 20h avec 25 de ses sbires, il a tenté d'occuper l'ORTF.

COMMUNIQUÉS

Besançon

Tous les lecteurs du Quotidien du Peuple de la région de Besançon sont invités à une réunion des lecteurs :

mercredi 12 novembre 20 h 30

6, rue du Grand Charmont à Battant

Beauvais

mercredi 12 novembre 20 h 30

Meeting du Parti Communiste Révolutionnaire

« les travailleurs et la crise » au théâtre de Beauvais

FRONT ROUGE

N°1 - NOUVELLE SÉRIE

organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) vient de paraître

LE NUMÉRO : 5 F

Passer votre commande : FRONT ROUGE - BP 161 75864 PARIS CEDEX 18 CCP 31 191 14 La Source

11 NOVEMBRE « Quand les hommes se sont révoltés au front, on les a fusillés »

C'est Marcel qui parle. Il tourne son lait. Il est midi, c'est dimanche, et il travaille encore. Dans ce petit village du plateau des monts du Jura, il n'y a plus maintenant de défilé. Sur la dizaine de familles qu'il compte tous ceux qui ont vécu la guerre de 14/18 sont morts ou ne peuvent plus se déplacer.

QdP : le 11 novembre 1918, est-ce que tu t'en souviens ?

Marcel : Oui, j'étais tout gosse, et je me rappelle. Ce jour-là, au village c'était une immense joie, une fête pour tout le monde ; les cloches sonnaient et de toutes les fermes, nous sommes sortis en criant : « ça y est, c'est fini... La guerre est finie ! » Tout le monde s'embrassait, et riait et c'était l'allégresse...

Il s'arrête un moment de travailler, son visage est grave.

« Tu comprends, c'était 4 années d'enfer qui se terminaient. Au front, on les envoyait en colonnes par 4 se faire descendre sous le feu des mitrailleuses. Au village, c'était ton frère, ou ton copain, ou ton cousin qui mourrait. On voyait se décimer toutes les familles, et puis, il y avait des épidémies comme pendant tous les temps de guerre. Ils appelaient

ça « la grippe espagnole » pour nous rassurer. Mais en fait, c'était la peste. Ma mère l'a attrapée. D'ailleurs, pour les femmes, c'était dur. Il fallait s'occuper des champs et des bêtes pour empêcher que tout ne tombe à l'abandon et pour nourrir les gosses. Et quand les hommes se sont révoltés au front, on les a fusillés. Tu vois cette horreur, ça a duré 4 ans. Alors, l'armistice quand il a été signé c'était vraiment un soulagement immense.

QdP : Tu disais que tu allais défilé le 11 novembre. Qu'est-ce que cela représente pour toi ?

Marcel : Le 11 novembre, quand on défilait, avec les autres du village, on se rappelait. Dans toutes les familles, c'est un père ou un frère qui est tombé à cette boucherie. Alors, c'est normal que ça reste, et qu'on se rappelle. Bien sûr, avec les autres jeunes, on disait que les vieux nous rasaient avec Verdun, parce qu'ils étaient intarissables quand ils en parlaient ; mais tous ces hommes avec les horreurs qu'ils ont subies, ont été marqués.

QdP : Aujourd'hui, Giscard veut faire une journée qui rassemble

le souvenir de toutes les guerres qu'est-ce que tu en penses ?

Marcel : Giscard veut tout mélanger, il va glorifier « l'effort de la nation » en 14. En réalité, cette guerre-là, elle était montée d'avance. Ça a été une boucherie organi-

sée par les capitalistes. Moi, j'ai été résistant. Il ne faut pas confondre la guerre de 14/18, la guerre de 40, et la Résistance de 42/44. C'est 3 choses bien différentes. En 40, les copains à Giscard, on a vu la façon dont ils ont défendu le pays ! En 42/44, c'est nous le peuple qui l'avons libéré !

au défilé des Champs Élysées : « Vive Bigeard » !

Tout autour des Champs-Élysées, des dizaines de cars de CRS et de gendarmes mobiles stationnent. A l'intérieur, mousquetons, casques, grenades sont prêts à servir. C'est le 11 novembre, date dont Giscard veut faire une grande journée nationale, commémorant « tous les morts pour la France, depuis les guerres d'Afrique jusqu'à celle de 40 ». Pour le public qui se presse, public qu'on doit plus souvent voir pour une grande partie dans les « soirées » ou les « cocktails », cela va même plus loin : « je suis un ancien d'Algérie. Là aussi, nous avons combattu pour la liberté (sic), c'est pour cela que je suis là et que j'y emmène mes enfants ». Et ce monsieur, reconverti comme chef de personnel après ses « exploits dans

les paras, s'éloigne en criant : « Vive Bigeard ! » Le ton est donné : en fait de manifestation populaire, c'est la bourgeoisie qui est descendue sur les Champs-Élysées, pour se rassurer en voyant défilé les élèves officiers et la Garde Nationale. Quelques jeunes, pourtant restent assis par terre alors que passe Giscard. Un rombière en manteau de fourrure les regarde d'un air ulcéré et chuchote à son mari : « Tu vois avec l'enseignement qu'on leur donne aujourd'hui, ils se croient tout permis ». A ce moment s'avance, l'air martial, les futurs garde-chiourme de l'armée, les élèves de St Cyr. La rombière se rassure : « heureusement qu'il y en a qui valent encore quelque chose ».

Roubaix

SUCCÈS DU MEETING DES A.P.U.

« Alors, on reste là on reste et on se bat pour la population du quartier Gare Alma »

On a chanté ces paroles au forum meeting de l'Atelier Populaire d'Urbanisme du quartier de l'Alma-Gare à Roubaix. Plus d'une centaine de personnes ont participé aux mini-forums, chez les habitants, puis assisté à la pièce de théâtre et au montage qui ont suivi. Ça fait 12 ans que les habitants entendent parler de la rénovation de leur quartier, sans en voir encore le commencement et surtout sans être consultés sur le type de logement qu'ils souhaitent. Douze ans d'incertitude, ont provoqué de nombreux départs. Les propriétaires ont laissé se dégrader les maisons qu'ils louent. Ces départs, cette dégradation font évidemment l'affaire du rénovateur : la SAEN, un organisme municipal, qui espère régler le problème du logement ainsi. Les habitants se souviennent des précédentes opérations menées à Roubaix, en particulier celle des « Longues Haies » dont très peu d'habitants

ont été relogés dans les immeubles construits à la place des courées. Si les habitants se battent pour rester, c'est pour imposer un rapport de force qui leur permette de participer à l'élaboration du plan de rénovation. C'est dans ce but que l'Association Populaire Familiale du quartier a créé il y a un an, l'Atelier Populaire d'Urbanisme. Avec l'APU, les habitants du quartier ont examiné et dénoncé les projets des HLM et de la municipalité PS de Roubaix, sur lesquels ils n'avaient pas été consultés. Ils veulent imposer d'être relogés ensemble, dans un habitat qui prenne en compte leurs suggestions et où ils puissent maintenir les rapports de solidarité combative qui règnent dans le quartier populaire de l'Alma-Gare.

C'est tout cela que montraient et popularisaient le montage diapo et la pièce de théâtre entièrement réalisés par les habitants du quartier. Musique, chants et danses flamands repris par tous ont clôturé cette soirée sur un air de fête. Du quartier de l'Alma-Gare, la lutte continue.



Incendie d'une courée à Lille : 3 morts L'insalubrité en cause

(suite de la p. 1) nous allons chercher l'eau dans la cour, il n'y a qu'un WC pour quatre maisons, 160 F pour ce qu'on a, ça me paraît cher, j'ai un copain qui était rentré dans un HLM, au début il payait 320 F, 3 ans après il payait presque le double. Ils ne peuvent plus rester, c'est pas possible ».

pas pour rester là, j'ai demandé au HLM il y a 8 mois pour un logement toujours pas de résultat ».

Les experts trouveront bien sûr, une explication à cet incendie : imprudence, court-circuit, etc... ça leur permettra de cacher les véritables raisons : l'insalubrité des logements dans lesquels les travailleurs sont condamnés à vivre.

« J'ai quatre enfants, je ne suis

un ministère pour mettre en œuvre la politique du CNPF.

Jacques DUBREUIL

Les députés ont adopté vendredi le budget du Ministère de l'Industrie et de la Recherche. Quel est l'avenir des charbonnages ? Qu'en est-il de ces 30 000 licenciements annoncés par Ferry dans la sidérurgie ? Autant de questions qui intéressent les travailleurs. Mais, comme on pouvait s'y attendre, aucune réponse n'y a été donnée. Le débat a montré, s'il en était encore besoin, que la politique industrielle est pour le patronat un sujet trop sérieux pour être laissé à la discussion des députés. Ce n'est pas à l'Assemblée Nationale que se prennent les décisions de fermetures, reconversions, dont les travailleurs font quotidiennement les frais.

Le Ministère de l'industrie et de la recherche est un des plus petits par le nombre de personnes employées. Tous services confondus, il emploie moins de 5 000 personnes. Et il n'est pas rare qu'un des hauts fonctionnaires du ministère quitte l'administration pour prendre la direction d'une grande entreprise. La politique industrielle du gouvernement est pratiquement élaborée par le CNPF.

58 MILLIARDS A DISTRIBUER

Et les sommes en jeu sont énormes : 53 milliards de subventions (à fonds perdus) et 4 milliards de prêts à des conditions particulièrement avantageuses) pour la seule année 1976. En plus des prêts et subventions accordées directement par l'Etat, il y a de toutes façons bien d'autres moyens, pour les capitalistes, de puiser dans la caisse :

- un système fiscal particulièrement avantageux.
- les dégrèvements fiscaux.
- des reports d'impôts.
- des tarifs particulièrement avantageux, accordés par les entreprises publiques.
- des achats préférentiels de l'Etat.

En plus les collectivités locales (départements et communes) participent largement elles aussi à cette distribution, par les primes d'installation par exemple, qui peuvent atteindre 20% du montant des investissements, ou des exemptions d'impôts pendant 5 ou 10 ans.

PRIORITÉ A LA RENTABILITÉ

A travers la répartition de tous ces crédits se confirment les grandes lignes de la nouvelle politique économique que tente de mettre en œuvre la bourgeoisie.

- assurer la sécurité des approvisionnements en énergie et en matières premières.

- priorité aux secteurs rentables, exportant beaucoup, par une politique très sélective de répartition des crédits. Des sommes

- faciliter la concentration financière des entreprises, en laissant disparaître les « canards boiteux ».

- renoncer à la politique gaulliste, traditionnelle, constitution de groupes français de taille mondiale, ou renouée, entente privilégiée avec les entreprises des autres pays du Marché Commun. Le gouvernement met maintenant en œuvre une politique d'alliance directe avec les multinationales, pour tenter de prendre pied, ou éviter d'être rejetée, sur les marchés en expansion. C'est déjà fait pour l'informatique (alliance CII-Honeywell), en cours pour le nucléaire (alliance CEA-Westinghouse), et en projet pour l'aéronautique.

- intervention plus importante et plus directe de l'Etat. Ainsi les concours aux entreprises sont passés de 34 milliards de francs en 1974, à plus de 57 milliards en 1976.

Face à la crise de son système politique, la bourgeoisie cherche à mobiliser toutes ses réserves.

**«LORRAINE-MAGAZINE» :
PROVOCATION
DES DE WENDEL & CIE...**

«Lorraine-Magazine» est un journal patronal, financé par les capitalistes de la sidérurgie. Il est envoyé, chaque mois, gratuitement, à tous les sidérurgistes actifs et retraités.

Depuis plusieurs mois, un «débât» y est engagé sur le racisme, avec des «détres» du genre «les immigrés qui mangent notre pain»... Des articles racistes dans «Lorraine-Magazine»? Mais non, voyons, ce sont «les lecteurs» qui nous écrivent! Dans le numéro d'octobre, ce torchon s'est surpassé par une lettre d'un soi-disant «immigré italien», qui a provoqué la colère de beaucoup de sidérurgistes: «ce type-là, il fait du tort à tous les immigrés», dit un camarade algérien... Colère, mais aussi méfiance: «C'est une invention, une provocation des patrons».

Au téléphone, le rédacteur en chef reconnaissait: «vous savez, on n'est pas sûr que ce soit un italien qui ait écrit cette lettre, on n'a même pas son nom... De toute façon, je ne suis pas en cause... vous savez bien que ce n'est pas

moi qui décide». En clair, les patrons de la sidérurgie...

Le but d'une telle provocation, c'est que les travailleurs français se dressent contre leurs frères de classe immigrés. «Licencier d'abord les immigrés, ou d'abord les français», voilà sur quel terrain les capitalistes aimeraient voir porter la discussion.

En 1971, de Wendel ne s'est pas gêné pour licencier, pour muter français comme immigrés. Tous sont aujourd'hui touchés par l'arrêt de l'embauche dans la sidérurgie. Au Luxembourg, l'ARBED menace aujourd'hui les frontaliers français, après avoir licencié des centaines de travailleurs portugais!

La réponse à cette campagne provocatrice, elle est justement dans l'unité entre ouvriers français et immigrés, comme en ce moment à la SOTRACOMET, à Maizières-Metz, où ils luttent côte à côte pour «pas un seul licenciement!»

Bureau de Presse Lorraine.

**«QUELLE» (ORLÉANS)
les grévistes
demandent
des comptes**

Quelle, vente par correspondance, s'était mis en grève à la suite de la grève d'Orléans. Pour l'Union Locale CGT, comme pour certains responsables de l'UIS CFDT, Orléans, c'est la grève «gauchiste». Un mouvement qu'il faut absolument étouffer, ne pas populariser. Aussi quand ce sont les grévistes eux-mêmes d'Orléans qui vont expliquer leur lutte aux employés de Quelle, qui les accueillent sous des tonnerres d'applaudissements, ce n'est pas pour plaire à tout le monde. Surtout quand on n'a rien fait pour Orléans, comme l'Union Locale CGT, et que les travailleurs l'expliquent clairement aux employés de chez Quelle.

Quand un mouvement échappe au contrôle des révisionnistes et des réformistes, quand les aspirations révolutionnaires qui s'y développent entrent en contradiction avec les visées des défenseurs du programme commun, quand cette lutte pose concrètement la nécessité d'un mouvement d'ensemble, la tactique des réformistes et des révisionnistes, c'est de briser les luttes que ce mouvement peut entraîner.

C'est ce qu'a fait l'Union Locale CGT d'Orléans avec la lutte de chez Quelle. Mardi, à l'assemblée générale de chez

Quelle, les employés avaient jugé les propositions du patron insuffisantes (100 F étalés sur six mois) et ont voté en grande majorité la continuation de la lutte et la mise en place d'un comité de coordination (comité de grève) qui se fixait les tâches suivantes: animation de la grève, collectes, contacts extérieurs. Composé par des délégués (3 à 4) et d'une vingtaine de syndiqués et de non syndiqués. Le lendemain matin, mercredi, la direction de la CGT, contrairement au vote qui avait eu lieu la veille, prend les gars un par un pour leur annoncer que la lutte est finie et que la reprise a été décidée. Elle s'est appuyée entre autres sur ceux qui étaient absents à l'assemblée générale de la veille pour créer un mouvement de rentrée: c'était la reprise. A ce moment-là, beaucoup de militants CGT et CFDT ont voulu rendre leurs cartes. Mais à l'appel du comité de coordination, ils ont décidé de rester dans leurs organisations syndicales pour y exiger des comptes de la part des directions syndicales, et pour éviter toute récupération par les réformistes et les révisionnistes, de conserver leur comité de coordination qui mènera la lutte dans les syndicats pour que les travailleurs puissent effectivement les diriger.

José GARCIA



Travailleurs français, travailleurs immigrés, même travail.

**SNCF : DÉPASSER LES ACTIONS
DE DISPERSION...**

A Paris-Est, une partie importante des gars sont prêts pour partir en grève, même une action longue. Mais ils ne sont guère enthousiastes pour cette semaine. Pour beaucoup, les contre-ordres du bureau fédéral de la CGT des cheminots ont constitué un frein grave pour mener une action résolue. «Il y a de forte chance que les gars partent en grève, si un chantier ou un service transgresse les ordres des directions nationales et met le feu aux poudres!».

Un autre point mis en avant par des militants CGT, c'est le corporatisme qui peut exister aujourd'hui à l'intérieur même de la SNCF, entre services qui se développent grâce à l'action de la direction qui multiplie les statuts et les filières, mais aussi «parce que les syndicats ne combattent pas ces décisions des cheminots et même les renforcent en multipliant les débrayages et les

revendications catégorielles, (comme le niveau E4), par secteur...» Ainsi, mercredi 12 novembre, les gars du PRS (régulation et entrées et sorties des trains de la gare) ont-ils décidé, sans en référer au préalable aux syndicats de débrayer «pour l'augmentation des effectifs» et «6h de travail payées 8h».

Rien n'est fait sur Paris Nord, où les trains seront détournés pour soutenir cette lutte. Aucun soutien, mêmes les autres chantiers de la gare de l'Est: les fédérations CGT et CFDT tournent le dos aux aspirations à l'unité des cheminots syndiqués ou non, à leur volonté de lutte.

Corr. SNCF Paris-Est

**JOURNÉE D'ACTION DANS
LA REGION LYONNAISE**

Dans l'ensemble de la région, mouvement bien suivi: 80% avec des points forts aux Brotteaux 90%, Saint-Etienne 90%, Perrache 100%. Ces chiffres montrent la combativité des cheminots aujourd'hui, mais aussi, comme au triage de Sibelin, le refus de beaucoup (50%) de se perdre dans des grèves inefficaces.

Si, pour la CFDT, localement, une grève tournante sur 10 ou 20 jours, aurait pu «faire tâche d'huile», par contre, la CGT a proposé «24h de grève pour appuyer une réunion à la direction le 18 novembre et y porter des pétitions!»

Corr. SNCF Lyon

**AIR FRANCE
aujourd'hui
grève générale
du personnel**

C'est la 5^e semaine de grève à Air France, où la détermination sans faille des travailleurs effraie de plus en plus la direction. 5 semaines de grève, une combativité qui va grandissante, qui s'amplifie alors même que la bourgeoisie multiplie les moyens de sabotage, est significatif de la période, et du refus de la classe ouvrière de payer les «difficultés» du système capitaliste. Cette peur de la direction d'Air France est encore apparue plus nette ces derniers jours, où de nouvelles attaques contre les travailleurs ont été mise en branle.

Quant à l'entrevue de vendredi, qu'a-t-elle apporté? En ce qui concerne l'augmentation des effectifs et les conditions de travail, rien. En ce qui concerne les salaires, rien, sinon la proposition d'avancer l'augmentation prévue de 1,5% du 1/1/75 au 31/12/75, donc d'un jour...

Refusant les négociations, Air France, derrière l'accord sur les salaires signé par FO, CFTC, et SNMSAC accepterait soi-disant de négocier si le travail reprenait. Mais une des leçons apprises par les travailleurs d'Air France, c'est qu'il

faut toujours négocier avec un rapport de force favorable, alors qu'on est en lutte.

Une autre manœuvre de la direction a consisté à discuter un accord pour les hôtesses et les stewards, alors que ceux-ci s'approprièrent à se mettre en grève pour 48h.

Non, il y en a assez! La bourgeoisie a peur! Elle réprime, montrant par là sa faiblesse! Les travailleurs mettent cette faiblesse à profit. Aujourd'hui, c'est une grève générale de 24h qui commence pour tous les personnels d'Air France. Ce matin, une manifestation est prévue à la maison de la Radio. La direction, ces derniers jours, dans l'espoir d'une reprise, se disait que ce n'était surtout pas le moment de céder. Cet espoir est aujourd'hui balayé de plein fouet. Les travailleurs d'Air France, dans leur 5^e semaine de grève montrent la voie de la lutte, balayant sur leur chemin, tous les obstacles, affirmant de plus en plus nettement leur volonté de faire reculer la bourgeoisie et pour cela d'en prendre tous les moyens.

Richard Feuillet

en bref

**SAINT-VALLIER (71)
GRÈVE A LA CONFECTION
MARTIN**

La veille de la Toussaint, les ouvrières de l'usine textile Martin se sont mises en grève: à la rentrée, à 14h, les ouvrières demandent à sortir une heure plus tôt pour acheter des fleurs pour leurs morts. Refus de la direction et menace d'huissier par un petit «caïd». A l'unanimité, les ouvrières réagissent aussitôt: «puisque c'est comme ça, on rentre pas! on va leur montrer qu'on n'a pas peur». Dans ce genre d'entreprise où règne le paternalisme, ce coup de colère est nouveau. Il témoigne que même dans les petites boîtes (50 travailleurs environ, ici), la classe ouvrière ose lutter. D'ailleurs, précisait une ouvrière, la direction vient d'accorder le port du 11 novembre, suite à ça. Ce qu'elle n'aurait jamais fait sinon!»

correspondant Montceau.

**LA GRÈVE SE POURSUIT AUX
MINES DE FER DE SOUMONT
SAINT-QUENTIN. (Près de Caen).**

Les mines de fer appartiennent à la SMN, Société de Métallurgie de Normandie, et assurent 90% de ses besoins en minéral des hauts-fourneaux. Un peu moins de 600 personnes, une section CGT. Le conflit a démarré il y a trois semaines. Après avoir tenté par le lock-out de briser la lutte, le patron n'a fait que renforcer le camp des grévistes. Ils exigent: 200 francs pour tous, retour aux 40h, paiement du lock-out et des heures de grève, application de la grille des charbonnages.

Les salaires à Soumont Saint-Quentin sont bas: en surface: 1330F, et au fond pour un ouvrier de 5^e catégorie, avec 26 ans d'ancienneté il faut compter 1700F alors qu'on parle de salaires élevés chez les mineurs!

Les propositions de la direction sont ridicules: relèvement de 10% de la prime de rendement à compter de janvier 76 pour les gars des fours et transport (ce qui ne touche que 32 personnes!) si le travail reprenait immédiatement; et pour les autres paiement à 50% des journées de lock-out alors que les ouvriers ont travaillé normalement.

Ces propositions ont été repoussées par les travailleurs et la grève reconduite. «La direction doit céder, elle doit nous donner satisfaction» disent les travailleurs. L'actuelle direction se vante de sa réputation de «patrons intransigeants», mais la détermination des travailleurs est grande, «au durcissement de la direction répondra le durcissement de la grève», nous disait un délégué. A Soumont-Saint-Quentin, on sait que la lutte va être longue, la direction espère voir mourir le mouvement, mais les travailleurs sont armés de leur unité et la SMN est considérablement «gênée» par le manque total de production. A la manifestation de vendredi, beaucoup de femmes de mineurs étaient là.

Correspondant Caen

CAEN
SAVIEM

Les travailleurs ont fait reculer la direction. Suite au mouvement du mercredi 5 (la direction voulant faire travailler les ouvriers le samedi pour récupérer la grève de l'EDF) les travailleurs ont signé des pétitions, 400 ouvriers de la mécanique ont défilé dans les ateliers. Face à cela, la direction a annoncé que la journée de récupération du samedi était annulée, mais elle propose une nouvelle date: le 29 novembre avec horaire à discuter. C'est une première victoire, il faut maintenant se battre pour le paiement pur et simple de la journée du 6.

**VICTOIRE DES OUVRIERES DE
DUPRE (Verdun)**

Au bout d'un mois de lutte et d'occupation, les ouvrières de Dupré (usine de bonneterie à Verdun), ont obtenu victoire. - 50 centimes de l'heure, le taux horaire passe à 9 F, le salaire fixe constitue désormais les 2/3 du salaire, et non plus seulement le Tiers. C'est une première victoire sur le salaire au rendement. De plus, les cadences vont être revues.

LIÉVIN : APRÈS LA PUBLICATION DU RAPPORT DU SERVICE DES MINES : les mineurs accusent

Dans les fosses et dans les corons, après la publication du rapport du Service des mines, la colère et l'indignation sont à leur comble : après 10 mois d'enquête soi-disant minutieuse, ces Messieurs concluent que la cause de la catastrophe, c'est la fatalité. Ils osent dire que la sécurité était bien faite.

L'idée qui revient le plus souvent dans les discussions, c'est que le Service des Mines noie le poisson, que le rapport, c'est du «baratin». «Pour eux ce qui compte», explique P... de la fosse 4, «c'est de blanchir les Houillères, et eux aussi, du même coup, puisque c'est eux, normalement qui doivent contrôler si la sécurité est bien faite».

Ce qui ressort aussi des discussions c'est qu'un rapport de ce type là était prévisible. «C'est comme pour les autres catastrophes, le Service des Mines fait traîner les choses et conclue qu'il n'y a pas d'infraction à la sécurité. Les Houillères, c'est vraiment tout puissant.» (R. de la fosse 7)

POURTANT, DES CHOSES ONT CHANGÉ DEPUIS LA CATASTROPHE ET DEPUIS LE TRIBUNAL POPULAIRE.

«Avec le Tribunal Populaire, les Houillères ont eu peur», dit T... ouvrier du jour à la fosse 7.

«Maintenant, ils remettent des appareils de sécurité un peu partout».

Mais il faut rester vigilant parce que s'ils ont un peu amélioré la sécurité, c'est aussi pour pouvoir augmenter encore le rendement. «Ce que veulent les Houillères, dit P. de la fosse 4, c'est enlever ce qui reste de charbon intéressant pour eux le plus vite possible sans faire de nouveaux investissements. Alors, ils font le maximum d'économie sur le matériel et le personnel. On est de plus obligé de bourrer. Pas question de perdre une seconde. Tout est calculé d'avance ; ils savent exactement ce qu'ils vont produire tel et tel jour.»

Tout cela ne fait que renforcer la colère des mineurs ; leur désir de venger leurs 42 camarades ; ils exigent que la vérité soit faite sur l'accident, que les Houillères ne s'en sortent pas comme les autres fois.

UNE DES VEUVES DES 42

«Oser dire que toutes les mesures de sécurité étaient prises, c'est honteux. Tous les jours mon mari disait qu'il en avait marre, qu'ils étaient pires que des bagnards, pires que des esclaves. Il y avait pas d'aéragé : ils travaillaient en slip ; il fallait tordre ses vêtements tous les soirs tellement ils étaient trempés de sueur».

Q.d.P. : Qu'est-ce que vous pensez du voyage des veuves à Paris chez Chirac ?

«Tout le monde n'y est pas allé. Moi, j'ai pas eu de convocation. J'ai su après qu'il fallait prendre le bus à la mairie. D'ici, ça fait loin. Pourtant, quand c'est les élections, ils mettent bien des bus pour qu'on aille voter».

Ils disent qu'ils font beaucoup pour les veuves mais ils n'ont même pas donné de nom de rue pour nos disparus. Pourtant, ils en donnent à des Michel Simon parce qu'ils disent eux, c'est des vedettes».

J. RETRAITÉ, SILICOSE, ANCIEN PORION.

Q.d.P. : Que penses-tu du rapport du Service des Mines ?

«Dire qu'il n'y avait pas de grisou : ils prennent les gens pour des sots. Il n'y a pourtant pas de secret. S'il y a eu un tel carnage, ça prouve bien qu'il y avait du gaz. Mais c'était sûr qu'ils innocenteraient les Houillères».

Q.d.P. : Que penses-tu de la visite des veuves chez Chirac ?

«Elles sont mal armées pour aller là-bas. C'est pas un an après que Chirac va faire quelque chose alors qu'il avait déjà fait des promesses quand il est venu à l'enterrement. Ça n'a rien donné mais ça ne sert à rien de s'indigner de ça maintenant. C'est tout de suite après qu'il aurait fallu faire quelque chose et pas 24 H de grève. C'est comme aussi lorsque le juge Pascal a été dessaisi, les directions syndicales n'ont rien fait non plus pour nous mobiliser».

LES TENTATIVES DE RECUPÉRATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LIÉVIN

La municipalité de Liévin projette en ce moment dans tous les quartiers de la ville un film : sur la catastrophe, et sur «l'avenir de Liévin». Il vise à récupérer l'émotion suscitée par la catastrophe en montrant que le Maire, Darras, était toujours là le premier. «Moi je l'ai vu, nous a dit une des veuves, mais ça n'a pas passé. Tout le monde a dit que c'était honteux de montrer ça pour faire pleurer les veuves».

le rapport du service des mines

Les 300 pages du rapport donnent une «explication» de la catastrophe qui permet d'éliminer la responsabilité des Houillères pour la reporter sur des «causes imprévisibles», c'est-à-dire une nouvelle version de la fatalité.

Voici cette «explication scientifique» : une rupture de flexible (tuyau en plastique amenant l'air comprimé) à la hauteur du VC 72 (une voie à cul-de-sac près de laquelle travaillent la plupart des mineurs) aurait provoqué une inflammation de grisou qui aurait lui-même entraîné une flambée de poussière. Cette flambée, en se propageant dans toutes les galeries, aurait provoqué l'explosion de quelques poches de grisou.

D'où provenait le grisou, d'après les experts ? Du VC 72. Il s'agissait d'une poussée intermittente de grisou c'est-à-dire

une présence tout à fait anodine et passagère. Il a fallu que ce flexible se rompe à ce moment-là pour que le grisou s'enflamme. Première cause imprévisible.

Pourquoi la flambée de poussière ? Non pas parce que la schistification était mal faite. Mais à cause de l'influence de la variation du taux d'humidité sur le taux de neutralisation de poussière, chose qui «était inconnue jusqu'alors» : deuxième cause soi-disant imprévisible (comme s'il n'était pas évident que l'humidité joue un rôle sur la neutralisation de la poussière !!)

Le rapport en arrive à cette explication, en se fondant sur les affirmations suivantes, qui ne sont absolument pas justifiées : il n'y avait pas de grisou provenant des anciens travaux et l'élimination du grisou (donc l'aéragé) était suffisante !

Partant de ces deux faits «établis», le rapport tente de répondre aux accusations lancées par la Commission Populaire d'enquête. Prenons un seul exemple, celui des arrêts-barrage : Le rapport explique que, s'ils n'ont pas basculé, c'est à cause de la «mollesse de l'explosion» ! Alors qu'à cinq mètres de là, des victimes ont été déshabillées ! Alors que, les mineurs qui ont témoigné, ont révélé que les arrêts-barrage étaient coincés par le monorail, que l'on pouvait se prendre après, sans qu'ils se renversent.

Or, ces deux hypothèses sont en totale contradiction avec l'ensemble des témoignages des mineurs, recueillis par la Commission Populaire d'Enquête. Tous ont en effet affirmé qu'il y avait de nombreux travaux, véritables réservoirs à grisou, en particulier près de l'entrée, qu'ils n'étaient pas isolés et surtout que l'aéragé était très insuffisant, et qu'avec l'aéragé descendant, le grisou pouvait se répandre dans tout le quartier. Tous ont dénoncé la chaleur excessive. La meilleure preuve, c'est que, sitôt après la catastrophe, le circuit d'aéragé a été modifié : Des mineurs qui sont redescendus pour la remise en état du quartier ont témoigné, qu'après la catastrophe, l'air était bien frais, ce qui n'était pas le cas avant l'explosion.

Ainsi toutes les accusations, lancées par la Commission Populaire d'Enquête lors du Tribunal Populaire, enlèvent tout fondement à l'explication du Service des Mines.

Le rapport du Service des Mines est donc bien à la hauteur de ce que l'on pouvait en attendre : s'attacher, en noyant le problème dans une multitude d'«explications techniques», à blanchir les Houillères.



Le 22 mars 1975, à Lens, un Tribunal Populaire composé de mineurs de Lens, Montceau-les-Mines, et Faulquemont, d'ouvriers d'autres entreprises, a publiquement condamné les Houillères, devant 2500 personnes, pour l'assassinat des 42 mineurs de Liévin. Ce Tribunal avait été réuni par la Commission Populaire d'Enquête créée au lendemain de la catastrophe par des mineurs et à l'initiative du PCR (m-l).

INTERVIEW DU JUGE PASCAL

Question : Que pensez-vous du rapport du Service des Mines ?

«Avant de vous parler de ce rapport des ingénieurs des mines dont je viens de prendre connaissance, je voudrais revenir rapidement sur l'arrêt de la chambre d'accusation concernant mon dessaisissement : elle a jugé qu'il y avait deux cas de nullité : le premier c'est que, d'après le code de procédure pénale, le juge d'instruction doit toujours être «assisté d'un greffier». Or dans la lettre de dessaisissement, que je viens seulement de recevoir officiellement, il est marqué «sans être accompagné d'un greffier» ; il y a «accompagné» au lieu d'«assisté». On peut jouer sur le mot on peut dire que, même si ma greffière ne m'a pas accompagné partout, (elle n'est pas descendue au fond parce que je jugeais que ce n'était pas la peine d'exposer une personne supplémentaire au danger), elle m'a toujours assisté ; elle a toujours été là quand j'ai procédé aux auditions de témoins en remontant de la mine. Je vous dis cela pour vous montrer ce que l'on a été chercher pour pouvoir me dessaisir».

«Je voudrais vous citer un autre fait, apparemment sans rapport : c'est mon inculpation par le procureur de Rennes pour viol du secret d'instruction pour un article paru en septembre 74. Comme il n'y avait pas de partie civile, l'affaire aurait pu être classée par le Parquet. Or, c'est le 19 juin 1975 que le Procureur général de Rennes a décidé de donner suite à la plainte. Et j'avais inculpé l'ingénieur chef du siège le 5 juin 75. Je crois que cette décision, qui dépend directement de Mr Lecanuet c'était en vue de mon dessaisissement de l'affaire de Liévin, car là aussi on aurait pu dire, que j'avais violé le secret de l'instruction. Ensuite, on a trouvé d'autres prétextes pour me dessaisir et c'est ceux-là qu'on a retenus».

Au sujet du rapport du service des Mines, le juge Pascal explique très en détail toutes les contradictions et les faux contenus dans ce rapport. Il n'est pas possible de les citer, faute de place.

«Je ne suis d'accord avec aucune de ses conclusions.»

Question : la direction de la CGT a dit dans «la tribune du Mineur» que vous aviez commis de nombreuses erreurs préjudiciables à la vérité. Comment expliquer vous cette attitude ?

«Je voudrais bien qu'elle me dise quelles erreurs j'ai commises. Je pense que si elle dit ça c'est dans le but de s'approprier le bénéfice de l'inculpation qui ne pourra manquer d'avoir lieu.»

Question : Quelle suite voyez-vous à l'affaire ?

«Une confrontation entre les experts aura lieu le 8 décembre. Je ne crois pas que ça se terminera par un non-lieu. Je crois qu'ils seront obligés d'inculper parce que tout le dossier reste. On a essayé de faire disparaître des pièces du dossier. On n'a pas réussi à le faire. Je pense qu'on va essayer de faire traîner l'affaire, la faire oublier. Ça va durer au moins un an. Il se peut que l'on désigne des contre-experts européens qui mettront un an pour déposer leurs conclusions. On ne va pas enterrer l'affaire comme ça. Ce n'est pas possible.»

GUERRE CIVILE EN ANGOLA

URSS ET USA CONTRE L'INDEPENDANCE

1961 : le 4 février, une importante manifestation attaque la prison de la capitale de l'Angola, Luanda, où sont emprisonnés les dirigeants du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA), fondé en 1956. Le 15 mars, les travailleurs forcés (contratados) des plantations de café du nord-ouest se soulèvent, encouragés par l'Union des Populations de l'Angola (fondée en 1956), qui deviendra plus tard le Front de Libération Nationale de l'Angola (FNLA). Au début même de la lutte armée du peuple angolais pour son indépendance, on trouve ainsi deux des trois mouvements qui s'affrontent aujourd'hui pour le contrôle du pays. Le troisième, l'Union pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA), sera fondé en 1966 par Jonas Savimbi, ancien responsable du FNLA.

TROIS MOUVEMENTS DE LIBERATION

Depuis cette époque, les trois mouvements ont continué à exister, à mener la lutte, les armes à la main, contre le colonialisme portugais. Aucun d'entre eux n'a réussi à s'imposer durant toutes ces années. Voilà qui interdit de considérer aucun d'entre eux comme le seul représentant du peuple angolais, et les autres comme des

agents purs et simples de tel ou tel impérialisme. On se souvient comment, chaque fois que cette dernière situation s'est présentée, le mouvement de libération authentique est parvenu à éliminer les fantoches de l'étranger. Ainsi, par exemple, du sort qu'a connu le «mouvement national algérien», créé par la France pour lutter contre le Front de Libération Nationale.

En Angola, la réalité est différente : tandis que le MPLA développait sa lutte principale dans la région de la capitale, dans l'est du pays et dans l'enclave de Cabinda (séparée du reste du pays par le territoire du Zaïre), le FNLA et l'UNITA poursuivaient respectivement la leur dans le Nord et dans le centre. A diverses reprises, des tentatives d'accord entre le MPLA et le FNLA, dont la dernière date de 1972, sont venues manifester cette réalité de l'existence de plusieurs mouvements de libération.

UNE GUERRE CIVILE

Aujourd'hui, deux jours après la date de l'indépendance du pays, on se bat en Angola. Le docteur Neto, président du MPLA, a proclamé unilatérale-

ment la «République Populaire d'Angola», tandis que le FNLA et l'UNITA, désormais alliés, déclamaient de leur côté la «République Populaire et Démocratique d'Angola». Ce qui, des années durant, était une guerre de libération nationale, s'est transformé en guerre civile. Les accords d'Alvor, signés avec le Portugal en janvier 1975, et qui prévoyaient avant le 31 octobre l'élection d'une assemblée constituante, sous le contrôle d'un gouvernement de transition comprenant les trois mouvements, n'ont pu être appliqués. A cette division du peuple angolais, il y a des raisons bien précises, qui tiennent en un mot : l'ingérence extérieure.

INTERVENTION SOVIETIQUE

L'URSS intervient grossièrement en Angola. Elle a inauguré son intervention dans le processus d'accession à l'indépendance par des fournitures massives d'armes au MPLA. Des armes lourdes, missiles et blindées, ont notamment été livrés, alors qu'ils avaient été refusés pendant toute la période de la lutte contre le colonialisme portugais; des hommes ont même débarqué au Congo; ce qui intéresse le Kremlin, ce n'est pas l'aide aux peuples qui se libèrent, mais l'instauration de son contrôle.

De surcroît, l'URSS a systématiquement poussé le MPLA à proclamer unilatéralement l'indépendance, l'assurant dans ce cas de son soutien. Elle s'en est grossièrement prise à l'Organisation de l'Unité Africaine, qui appelait les mouvements à cesser les combats : «l'URSS ne restera pas indifférente à l'évolution de la situation». Aux dernières nouvelles, elle vient même de rompre ses relations diplomatiques avec l'Ouganda, dont le président est coupable à ses yeux d'avoir pris position, en tant que président de l'OUA, en faveur du cessez-le-feu. C'est la politique d'une puissance qui, arrivée après coup sur la scène du partage du monde, accentue son intervention dans cette zone faible que représente l'Afrique pour son rival américain. Elle a saboté l'unité entre les mouvements de libération; elle est le principal responsable de la guerre civile en Angola.

RÉPLIQUE AMÉRICAINE

Forts de leur présence déjà ancienne dans la région, les Etats-Unis utilisent leurs liens avec un pays voisin, le Zaïre, et avec le régime raciste d'Afrique du Sud, pour intervenir : l'aide américaine au Zaïre est officiellement passée de 3,8 millions de

dollars à 39,4 millions (soit un décuplement !); Colby, chef de la CIA, reconnaissait que des grandes quantités d'armes étaient livrées au FNLA et à l'UNITA par cet intermédiaire. La colonne commune de l'UNITA et du FNLA, qui est en train de remonter à partir du sud du pays, est encadrée par des mercenaires dont beaucoup viennent d'Afrique du Sud, et commandée par un officier portugais de l'armée coloniale.

Le soutien unilatéral accordé par chacune des deux super-puissances aux deux parties qui se combattent en Angola ne va pas dans le sens des intérêts du peuple; il ne vise qu'à la mainmise sur le pays. Au contraire, la politique de la Chine populaire, contrairement aux diverses calomnies fabriquées à Moscou, a consisté, d'abord, à soutenir les trois mouvements de libération pendant la lutte contre le colonialisme, et aujourd'hui, à refuser toute ingérence dans les affaires de l'Angola. C'est toute la différence entre l'internationalisme prolétarien et la politique impérialiste, quel que soit le masque sous lequel elle s'avance.

G.C et J.L.

PORTUGAL la situation des révolutionnaires

Dans notre avant-dernier numéro, nous avons publié une page de courrier concernant les rapports entre deux organisations révolutionnaires portugaises : le mouvement pour la Réorganisation du Parti du Proletariat (MRPP) et l'Union Démocratique Populaire (UDP), front de masse dirigé par l'Organisation pour la Reconstruction du Parti Communiste (marxiste-léniniste). Dans cette page, figuraient entre autres, une lettre que nous ont adressée les camarades de l'Organisation Communiste Gauche Ouvrière et Paysanne (OC GOP) et des extraits d'un article paru dans le journal «Révolution!». Nous apportons aujourd'hui une première réponse aux appréciations portées par ces camarades français, ainsi que par lecteurs.

NE JUGEONS PAS TROP HATIVEMENT

Assurément, le MRPP et l'UDP sont deux organisations très différentes. Dans la dernière période, elles ont adopté des tactiques divergentes, et elles en sont même venues à s'affronter violemment.

MISE AU POINT

Dans le courrier que nous avons publié sur la question du Portugal, dans notre dernier numéro, figurait une appréciation négative sur l'Humanité Rouge portée par un de nos lecteurs. Ce passage, publié par négligence à l'insu de la direction du Quotidien du Peuple, ne correspond pas à notre appréciation actuelle sur l'Humanité Rouge. Sa publication, sans commentaire approprié, constitue une erreur qui sera sanctionnée.

OTONS NOS LUNETTES FRANÇAISES

Pour l'OC-GOP, «L'UDP combat aussi fermement la politique du PS et du PC», et c'est là son mérite. Pour «Révolution!», «si elle ne fait pas partie du FUR, elle pratique souvent l'unité d'action avec celui-ci, (même lorsque le PCP finit par se rallier à certaines initiatives)». Le mérite est-il d'accepter ou de ne pas accepter l'alliance avec le PCP? Selon que l'on considère l'activité de l'UDP avec telles ou telles lunettes, depuis la France, on s'imagine y trouver son compte : jugement hâtif, procédé subjectif.

D'un autre côté, le jugement porté, et par l'OC-GOP, et par «Révolution!» sur le MRPP n'est guère plus fondé. Il est faux de dire que ces camarades «s'associent en permanence au PSP de Mario Soares contre le PCP de Cunhal», nous renvoyons ces camarades à un article autocritique de Luta Popular du 30 octobre qui déclare : «Les différents secteurs de la bourgeoisie tentent d'illusionner les masses sur la nature et le caractère de classe de l'Etat, tentant d'utiliser le peuple comme tremplin pour se disputer entre eux la distribution du pouvoir en accord avec leurs maîtres impérialistes. La classe ouvrière et le peuple n'ont pas à choisir qui les exploite et les opprime».

LE PROCESSUS DE LA REVOLUTION PORTUGAISE

Le renversement du régime fasciste par le coup d'Etat du 25 avril 1974 a ouvert une période de crise politique profonde pour la bourgeoisie portugaise. Le mouvement des masses est venu poser en permanence, depuis cette date, la question de

l'arrachage des racines mêmes du fascisme : la nécessité d'en finir avec le régime d'exploitation, avec le capitalisme et la domination impérialiste étrangère, base sociale de la dictature de Salazar-Caetano.

Mais cette question reste implicite, tant que pour trouver une réponse, les masses n'en viennent pas à poser clairement la nécessité de renverser la direction petite bourgeoise des officiers du MFA qui a engagé le processus.

De septembre 74 à septembre 75, c'est le PCP qui s'est lancé à l'assaut de l'appareil d'Etat bourgeois.

L'expérience faite par les masses du caractère bourgeois, social-fasciste, du parti de Cunhal, et du caractère de pillage, social-impérialiste, de la soi-disant «aide» soviétique, a conduit à d'importants mouvements de révolte contre ce parti. La réaction classique a pu profiter de la situation pour se glisser à la tête du mouvement des masses. Le MRPP n'a pas reculé devant la participation à la lutte des masses quand elles visaient une composante du pouvoir bourgeois, devenue temporairement hégémonique, comme l'a été le PCP pendant plusieurs mois, au Portugal. L'attitude du MRPP nous semble conséquente avec son insistance à poser la question de la nature de classe du pouvoir, de la nécessité de le renverser pour établir celui des ouvriers et des paysans.

De ce point de vue, nous adresserions fraternellement aux camarades de l'UDP des questions sur leur participation importante de l'UDP à la manifestation du 20 août, de soutien au «texte du COPCON», texte adopté par un groupe d'officiers du MFA, en désaccord avec le PCP comme avec le PS. A

l'époque, le mot d'ordre central de l'UDP était pour un «gouvernement d'indépendance nationale». N'y avait-il pas là le risque de certaines illusions sur la possibilité pour une frange d'officiers d'assumer un pouvoir réellement distinct des diverses fractions de la bourgeoisie au Portugal?

CONTRE L'IMPÉRIALISME US ET LA VIEILLE BOURGEOISIE

Aujourd'hui, la question se pose en termes différents. L'impérialisme US et les autres impérialismes occidentaux, qui avaient gardé toutes leurs positions économiques, et la vieille bourgeoisie portugaise, ont profité de l'isolement des révisionnistes devant les masses pour reprendre le dessus au sein de l'appareil d'Etat, s'engager dans une politique de plus en plus systématique de répression de la classe ouvrière et des larges masses.

Cette offensive a suscité un vaste courant de résistance populaire, dans lequel la participation des révisionnistes à des fins de manipulation ne joue qu'un rôle jusqu'ici secondaire.

Les camarades de l'UDP ont pris part de façon très positive à cet ensemble de mobilisations, en prenant même bien souvent la tête, comme dans le soutien à Radio-Renaissance, etc...

C'est à ce sujet, que nous voudrions, à leur tour, adresser quelques questions aux camarades du MRPP. Est-il juste, par exemple, comme ils l'ont fait, de s'attaquer à des organes de presse comme Radio-Renaissance ou República, qui, tout en

n'étant pas marxistes-léninistes, ont pour caractère principal de permettre l'expression des masses en lutte? D'une façon plus générale, peut-on rester à l'écart de toute mobilisation populaire (comme celle des soldats de Porto), du seul fait qu'un risque existe de voir les révisionnistes s'en emparer?

On touche ici aux raisons qui ont amené le CC du PCR (ml) à déplorer les incidents graves qui avaient opposé ces camarades.

VERS UN AUTHENTIQUE PARTI COMMUNISTE

Pensons à la difficulté extrême qu'ils ont pu avoir, les uns et les autres, à construire leurs organisations au lendemain du 25 avril 1974, alors que des années durant, ils avaient subi la répression fasciste. Et voyons les résultats qu'ils ont obtenus les uns et les autres, l'audience qui est, grâce à eux et à d'autres organisations, celle du marxisme-léninisme au Portugal aujourd'hui.

Toute la tendance à vouloir trancher de l'étranger, sans enquête approfondie et très prolongée, alors que les masses du pays concerné n'ont pas encore elles-mêmes éclairci la question, entre qui est marxiste-léniniste et qui ne l'est pas, est une tendance profondément négative.

Au rebours, il faut faire confiance aux masses, faire confiance au marxisme-léninisme : la classe ouvrière, le peuple portugais, les révolutionnaires, sont en train d'accumuler une formidable expérience politique. Il est impossible que ne s'en dégage pas un authentique parti communiste. A nous, plutôt que de vouloir trancher, de soutenir leur lutte.

J. LERMET

LE RACISME DE L'ETAT D'ISRAEL

«Le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale» proclame la résolution de la commission sociale de l'ONU et que l'assemblée générale s'apprete à adopter à son tour, après avoir rejeté lundi soir une motion qui demandait l'ajournement du vote sur cette question. Le docteur Israël Shahak, professeur à l'université hébraïque de Jérusalem et président de la ligue israélienne des droits de l'homme apporte un témoignage accablant dans son livre publié récemment intitulé «Le racisme de l'Etat d'Israël» (éditions Guy Aufer) dont nous publions certains extraits.

Au cours d'une conférence de presse à Londres il déclare :
 (...) Les Juifs qui vivent ici à Londres font du commerce avec notre sang. Ils émettent des opinions racistes dans le but de nous faire souffrir et de répandre notre sang. (...), les allemands qui vivaient sous le joug d'Hitler et de ses persécutions avaient le devoir de mourir plutôt que de devenir nazi. J'ai le même devoir en tant que Juif, vivant maintenant en Israël. (...) Mieux vaut risquer la mort que devenir un Juif nazi.

La lutte du peuple palestinien a permis aux Juifs de rejeter le sionisme.
 (...) Les Palestiniens sont au Moyen-Orient le seul peuple qui se bat continuellement sans accepter la défaite. Ils sont ainsi en train de marquer un point visible dans tous les aspects de la vie israélienne, autant parmi les gens que je considérais comme des ennemis politiques, que parmi ceux qui sont des amis.

UN ETAT FONDAMENTALEMENT RACISTE

Dans sa conception même Israël est un Etat raciste comme le définit l'entourage de Ben Gourion :

«Dans notre pays il n'y a de place que pour les Juifs. Nous dirons aux Arabes : «Poussez-vous» ; s'ils ne sont pas d'accord, s'ils résistent, nous les pousserons par la force. Nous les frapperons, leur botterons les fesses et les forcerons à se pousser.»

«La majorité des terres en Israël, appartiennent à l'Etat, qui les a soumis aux règlements interdisant à un non-Juif d'y vivre. Il lui est interdit d'y construire une

Hatzor, Arad, Mitzpah-Ramon et d'autres - où la loi interdit formellement aux non-Juifs d'habiter. (...)

L'exemple le plus frappant est celui de la Jérusalem «unifiée». Depuis le moment de sa «réunification», en 1967, de nombreux terrains y ont été confisqués, presque tous appartenant à des Palestiniens ; sur ces terrains l'Etat d'Israël a construit de nouveaux quartiers et «grands ensembles»



La menace permanente des armes sionistes.

maison, il lui est interdit d'y louer un appartement, il lui est interdit d'y ouvrir une affaire, bref il lui est interdit d'y vivre. Cela est d'autant plus cruel que la majorité des terres sur lesquelles s'exercent ces lois ségrégationnistes appartiennent à ces mêmes Palestiniens qu'on définit officiellement en Israël comme non-Juifs, et leur ont été arrachées.

Il existe en Israël des villes entières - Carmiel, Nazareth-Ilith,

d'habitation. Sont-ils destinés aux habitants de la Jérusalem «unifiée» ? Non ! Ils sont officiellement réservés aux Juifs et seulement aux Juifs.

LE CAMP D'ABU ZUNEIMA

Le docteur Shahak révèle l'existence du camp de Abu Zuneima, dans le désert du Sinai, où sont enfermés les familles de ceux qui sont suspectés d'être fedayins.

«Leur condition est pire que celle d'otages ! Imaginez leur situation. Si ces fedayins étaient pris ou tués, leurs familles entières seraient libérées. En d'autres termes, les enfants qui prient pour leur liberté, prient en ce moment pour la mort de leur père. Je connais les camps où sont envoyés les bébés.

Le mot «famille» est pris dans un sens très étendu : il ne désigne pas uniquement la mère et les enfants, mais les cousins ou autres membres, comme il se doit. J'ai entendu parler d'une famille exilée à Abu Zuneima : elle comptait environ 200 personnes. A un moment donné, en mars-avril 1971, il était officiellement admis que près de 30 familles étaient exilées dans ce camp.

Je n'aimerais pas «deviner» le nombre, mais je voudrais dire que le camp est très grand. Quelques-uns de mes informateurs l'ont vu à distance. Certains de mes informateurs sont des soldats israéliens.

LES LOIS D'EXCEPTION

Contre les arabes sont appliquées les lois d'exception de 1945, définies par les anglais que les sionistes dénonçaient à l'époque «pires que les lois nazies».

«Les lois d'exception, dans leur forme, s'appliquent aux Juifs et aux Arabes. Mais, en principe, elles n'ont pas été appliquées aux Juifs depuis 1951.

De par ces lois, un commandement militaire a le pouvoir absolu de faire n'importe quoi de n'importe qui, hormis de l'exécuter. Il peut l'exiler, le mettre en maison d'arrêt, l'emprisonner, etc. Je vais vous parler d'un cas ridicule : un Israélien arabe fut obligé il y a 20 ans de rester tout le jour, du lever au coucher du soleil, sous un arbre.

portugal provocation anti-populaire

Dimanche, une manifestation de plusieurs milliers de personnes se déroulait à Lisbonne, en soutien au sixième gouvernement provisoire. Quarante huit heures après le plastiquage de radio-Renaissance par l'AMI, le groupe militaire d'intervention, Azevedo, le premier ministre a fait un violent discours affirmant ses prétentions à «remettre en ordre la maison», c'est-à-dire poursuivre par tous les moyens la restauration d'un ordre bourgeois au Portugal. Outre les attaques habituelles contre les mouvements des travailleurs, Azevedo a violemment attaqué le mouvement des soldats qui, «au nom d'un faux esprit de démocratisation des structures militaires et de fausse libéralisation entre les chefs et leurs subordonnés, brisent la barrière contre le désordre et l'anarchie que sont les forces armées».

On est en train d'assister à une tentative de reprise en mains des forces armées après es échecs de Porto. Au cours même du meeting, un début de panique était causé par des explosions de grenades lacrymogènes. La responsabilité en était attribuée, par la réaction, aux unités de la police militaire,



régiment progressiste, qui étaient présentes sur les lieux et dont les membres ont dû se dégager, en tirant des rafales en l'air. Toutes les unités de l'armée sont en état d'alerte depuis samedi, à la suite d'attaques contre cinq commissariats de police à Lisbonne. Auparavant, les protestations au sein de l'armée contre le plastiquage de Radio-Renaissance s'étaient multipliées.

la marche sur le Sahara : un pas en avant, un pas en arriere

Hassan a donné l'ordre aux marcheurs de regagner Tarfaya. D'après le ministre marocain de l'Information, ils ne se retirent à Tarfaya que dans l'attente d'une solution politique. Ils resteront à Tarfaya. Ils ne rentreront pas chez eux avant la conclusion des négociations entre le Maroc et l'Espagne. Si la négociation échoue les 350 000 marcheurs retourneront au Sahara si elle réussit, ce qui est très possible, nous irons à El Aïoun». Dans tous les cas, le régime marocain entend s'emparer du Sahara au «nom de la volonté du peuple sahraoui. Le premier ministre marocain est arrivé hier soir à Madrid. Lundi, le président mauritanien s'est entretenu avec le président algérien. C'est un signe de changement de position de la Mauritanie qui avait soutenu la marche verte d'Hassan. On avait cependant noté que la Mauritanie n'avait pas organisé de marche à partir de son territoire, Ould Daddah n'avait pas assisté au discours d'Hassan, mesures convenues entre le Maroc et la Mauritanie, enfin la

Mauritanie n'avait pas répondu à la demande marocaine d'assurer un soutien logistique à la marche.

Les troupes espagnoles stationnées au Sahara affirment que : «Toute la population est avec le Front Polisario», et précisent que le parti de l'unité nationale sahraoui, suscité par l'Espagne ne représente pas grand chose.

nombreuses arrestations en Espagne

Les arrestations se multiplient en Espagne, preuve que Juan Carlos a accepté l'héritage du moribond du Pardo, que la terreur fasciste continue. 53 personnes ont été arrêtées à Malaga, 5 personnes soupçonnées d'appartenir à l'ETA ont été arrêtées à Pampelune, 2 prêtres qui avaient dit qu'il était inutile de prier pour la santé de Franco également.

ISRAEL : AGRESSIONS CONTRE LE SUD-LIBAN, OPERATIONS DE LA RESISTANCE

De nouvelles agressions sionistes ont eu lieu contre le Sud Liban au cours du week-end. Des cultures ont été incendiées dans certains villages frontaliers. Les habitants de ces villages signalent que des chars israéliens se massent le long de la frontière. La préparation psychologique à une intervention israélienne au Liban se poursuit : un sondage a été publié en Israël selon lequel 55,2% de la population serait favorable à une intervention israélienne au Liban.

Un commando palestinien, armé de grenades et de mitraillettes a affronté une patrouille israélienne dans le nord de la Palestine selon des sources militaires sionistes, d'après lesquelles 4 combattants auraient été tués.

LE MEXIQUE FIXE SES EAUX TERRITORIALES A 200 MILES MARINS

Le Mexique vient d'annoncer qu'il portait ses eaux territoriales à 200 miles marins. Par cette mesure, le Mexique interdit aux pêcheurs japonais, américains et cubains de continuer à pêcher les crevettes et d'autres poissons à 6 miles des côtes mexicaines. Cela défend également ses droits sur les ressources sous-marines, notamment le pétrole que les compagnies américaines recherchent activement dans la région.

Le Mexique est le second pays à fixer ses eaux territoriales à 200 miles marins après l'Islande ; ce mouvement est appelé à se développer notamment en Amérique latine, car de nombreux pays du Tiers-Monde demandent la généralisation de cette mesure depuis quelques années.

LAOS : ELECTION DU COMITE POPULAIRE REVOLUTIONNAIRE DE VIENTIANE

Les résultats des élections du comité populaire révolutionnaire ont été proclamés le 10 novembre. 16 membres ont été élus. Ce sont les premières élections depuis la victoire complète contre l'agression américaine. Ces élections visent à mettre en place les nouvelles structures administratives et politiques du pays.

CONTRE LES INTRUSIONS DES NAVIRES SOVIETIQUES DANS LES EAUX TERRITORIALES

En Finlande, les pêcheurs ont organisé un rassemblement contre les opérations de pêche soviétiques dans les eaux territoriales finlandaises et les dégâts causés aux filets des pêcheurs par les chalutiers soviétiques. Depuis le début de l'année, les navires soviétiques passent outre la décision du gouvernement finlandais de porter les eaux territoriales à 12 miles marins.

Le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée a rendu public les agissements d'un chalutier soviétique. Celui-ci était dans les eaux territoriales et s'enfuit quand un patrouilleur lui ordonna de s'arrêter. Il fut rattrapé après 15 heures de poursuite, mais le commandant n'a pu expliquer pourquoi il s'était enfui. «C'est ce qu'il y a d'étrange» souligne le responsable qui rapporte cet incident.